

CATHOLICISME

Les catholiques ont-ils peur de la politique ?

Philippe Clanché publié le 16/08/2016



Depuis vingt ans, les jésuites proposent une université d'été aux jeunes catholiques voulant s'engager en politique. Dedans, dehors ou à côté, ces derniers donnent cependant l'impression de renâcler lorsqu'il s'agit de se lancer. Mais la nouvelle génération repense son engagement à travers plusieurs formes de présence dans le jeu politique.

La discorde remonte pour certains à la condamnation de l'Action française par Pie XI en 1926. Les catholiques français ont-ils un problème avec le politique, entendu comme lieu de pouvoir, avec ses coups bas et ses compromissions, mais aussi sa noblesse et sa nécessité ? Tout le paradoxe est là. Si Rome (depuis Pie XI qui voyait dans la politique « une forme supérieure de la charité ») et les évêques de France ne cessent de vanter l'engagement des fidèles, ils en sont de fait dissuadés par ce que l'historien Charles Mercier appelle la « génétique catholique », en l'occurrence « l'héritage de la dévalorisation de la cité temporelle au profit de la cité céleste » et le pouvoir qui corrompt : « La politique est vue comme un terrain de division, guère

conforme à l'éthique catholique de l'union et du rassemblement ».

Peser sans se salir les mains

René Rémond a longtemps porté cette thèse de l'incompatibilité. Thèse que Philippe Portier, co-auteur de *Métamorphoses catholiques. Acteurs, enjeux et mobilisations depuis le mariage pour tous* (éditions MSH), veut aujourd'hui discuter. Le directeur d'études à l'École pratique des Hautes études constate ainsi que, à toutes les époques, des fidèles catholiques se sont frottés au pouvoir.

Aujourd'hui, notre France sécularisée compte d'ailleurs de nombreux élus formés par l'École catholique ou ses mouvements de jeunesse, mais d'avantage sans doute d'édiles locaux que de ténors nationaux. Le reproche adressé aux catholiques peut l'être tout autant aux autres familles de pensée quand on songe que les encartés ne représentent que 0,5% des électeurs. Cohorte moins fournie que jadis, le bataillon catholique peut donc avancer des excuses pour sa frilosité.

Aux eaux troubles du pouvoir, les fidèles français semblaient préférer ces dernières décennies la sphère associative, faisant évoluer celle-ci. « Aujourd'hui, note Vincent Soulage, historien spécialiste du christianisme de gauche, les ONG chrétiennes ont pris leur virage politique. Avec leur travail de plaidoyer, elles portent les revendications qui étaient jadis celles des partis. » Selon lui, les catholiques se complaisent dans les positions d'expertise ou d'influence, qui permettent de peser sans vraiment se salir les mains.

L'après Manif pour tous

Pourtant, depuis quelques années, notamment autour des débats sur le mariage homosexuel, des initiatives de réinvestissement de la politique apparaissent. À gauche, le courant des Poissons roses poursuit son évolution autour du PS, « un pied dedans, un pied dehors », comme l'assume Philippe de Roux, président-fondateur. Une position qui permettrait d'attirer ceux pour qui le grand parti de gauche est aujourd'hui un repoussoir.

Fier d'avoir été reçu par le pape et... par Jean-Christophe Cambadélis, Philippe De Roux réfute l'idée d'échec, malgré la maigreur de ses troupes : 150 adhérents et un millier de sympathisants. « Ce n'est pas parce que nous sommes une périphérie que notre discours ne porte pas », assure le fondateur, heureux que son manifeste À contre courant (Cerf) provoque le débat. Dans le même esprit dedans-dehors, le mouvement Esprit civique met en dialogue des élus de gauche catholiques et des acteurs de la société civile.

● ● On ne peut pas désertier la politique et critiquer
en permanence ses effets. ”

Dans le camp d'en face, cela bouillonne davantage. Des réseaux constitués pour s'opposer à la Loi Taubira sont nés diverses structures. Et deux options émergent. La première regroupe ceux qui tentent l'aventure partisane. « On ne peut pas désertier la politique et critiquer en permanence ses effets », affirme Christophe Billan, président depuis mai de Sens commun. Mouvement au sein des Républicains, le groupe, qui revendique plusieurs milliers de militants doublement affiliés, assume son entrisme, marquant une rupture par rapport au choix du Parti chrétien démocrate, fondé par Christine Boutin.

À la primaire de droite, Sens commun soutiendra un prétendant, et « pas forcément notre candidat de cœur » indique son président, qui, pragmatique, veut miser sur le bon cheval. Le mouvement se définit comme aconfessionnel, arguant que parmi ses trois membres retenus comme candidat des Républicains aux législatives de 2017 figure une femme musulmane. Au cœur du parti le mieux placé pour conquérir l'Élysée, Sens commun veut donner « la voix au chapitre » à certaines idées constitutives du christianisme, dans lesquelles peuvent se retrouver bien des électeurs.

Emmanuel Mounier, père spirituel et politique

Seront-ils capables d'accepter les accommodements nécessaires à l'exercice du pouvoir ? Philippe Portier rappelle qu'en 1994, Christine Boutin avait accepté un compromis lors de la loi sur le statut de l'embryon. « Entre deux définitions antagonistes, elle avait accepté une troisième voie. Perdante de prime abord, cette position lui avait permis ensuite de gagner sur d'autres terrains. » Un exemple à méditer par Sens commun.

Parmi les anciens pourfendeurs du mariage homosexuel, tout le monde n'a cependant pas opté pour la vie partisane. « Les catholiques sont censés viser le bien commun, en soi, sans arrière-pensées. Les partisans cherchent d'abord à inspirer leurs vues et leurs voies, assène péremptoire Gauthier Bès, enseignant et animateur de la revue Limites. Jamais sans doute les partis n'ont été d'aussi caricaturales machines à confisquer la démocratie. »

Limites, définie comme « revue d'écologie intégrale », mêle un radicalisme écologique qui flirte parfois avec des traditions d'extrême-gauche et un conservatisme sociétal assumé. « Ils sont politiquement impositionnables », pour Vincent Soulage. « Ces militants investissent la culture, faisant le pari que leur action portera du fruit dans les générations suivantes », explique le

journaliste Samuel Pruvot, auteur de François Hollande, Dieu et la République.

L'idée de travailler pour l'avenir est partagé par les Poissons roses. Autre convergence entre tous ces positionnements autour ou dans le politique : la filiation au personnalisme d'Emmanuel Mounier. Un homme qui n'a jamais cédé aux sirènes partisans dans une époque – l'Entre-deux guerres – aussi perturbée que la nôtre. « C'est quand ils ne sont pas dans un camp que les catholiques sont les meilleurs », estime Samuel Pruvot.

Des lieux de formation qui se multiplient

À Aix-en-Provence, les sessions « La Politique une bonne nouvelle » tentent depuis vingt ans de redorer le blason de la chose publique auprès des jeunes catholiques. Cette année, ils sont une quarantaine réunis jusqu'au 21 août. « Nous permettons aux jeunes de percevoir qu'il est possible de s'engager au nom de leur foi, dans un monde qui n'est pas parfait, ni idéal », explique le père Grégoire Catta, un des animateurs jésuites. Au-delà des apports théoriques, c'est la rencontre d'acteurs du monde politique qui marque le plus les participants. « Des personnes qui ne sont pas parfaites et qui mouillent leur chemises. » Comme Jaklin Pavilla, salariée de l'épiscopat au Service de la pastorale des migrants et adjointe au maire (communiste) de Saint-Denis, intervenant cet été.

Ces témoignages sont également au cœur des sessions « Acteurs d'Avenir », conçues par le père Pierre-Hervé Grosjean. Pendant les grandes vacances, hors année de JMJ européennes, quelque 200 étudiants viennent écouter responsable politiques et décideurs économiques. « Nous essayons de promouvoir une action fidèle à nos convictions. Les idées ne servent à rien si l'on n'essaye pas de les incarner », explique le blogueur star du diocèse de Versailles, qui invite les jeunes à faire « attention à l'idéalisme qui empêcherait d'agir ».

Quant à l'Observatoire socio-politique du diocèse de Fréjus-Toulon, il a initié depuis six ans, une Université d'été de la Sainte-Baume, qui débutera le 24 août avec pour thème cette année : « Cultiver nos identités. Une nécessité pour dialoguer ».

« La Politique une bonne nouvelle promeut la diversité. On ne va pas se plaindre de la diversité », réagit le père Catta quand on évoque les initiatives « concurrentes ». Une palette de propositions à l'image du paysage catholique.

© **Malesherbes Publications**